

CORTEN (André), COTE (Anne-Elisabeth), *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, Paris : Karthala, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 2008, 421 p.

Les contributions rassemblées dans *La violence dans l'imaginaire latino-américain* sont issues d'une recherche collective dans laquelle André Corten, professeur au département de science politique à l'UQAM, a associé des étudiants de maîtrise, de doctorat, et des enseignants-chercheurs de l'UQAM et des collègues d'autres universités nord et latino-américaines. Le questionnement est aussi original que la démarche comparative est ambitieuse. Il ne s'agit, en effet, ni de postuler à l'existence d'un imaginaire latino-américain, comme pourrait le laisser croire le titre de l'ouvrage, ni d'aborder l'analyse de la violence à partir soit des acteurs armés et de leurs motivations, soit des statistiques internationales d'homicide et de criminalité. Les auteurs cherchent plutôt à interroger combien les individus « ordinaires » dans différents pays d'Amérique latine donnent des significations et intègrent dans leurs compréhensions du monde la violence qui les entoure – et pour cela, ils abordent davantage que les événements violents, ce qu'ils nomment les « effets de violence » : « inséré dans un récit, le geste ou l'événement n'a pas à lui seul un sens, mais il produit un « effet de violence » qui à travers la chaîne narrative, se traduit ultimement dans la représentation des rapports de force que font le politique » (p.38). Dans la vision du politique qu'ils reflètent, ces effets de violence peuvent être classés en cinq types, annulation de sens (par l'intensité de la violence), écart de l'expression par rapport à la signification, violence fondatrice (par la légitimation d'une contestation violente à l'ordre établi), violence conservatrice (par le maintien de l'ordre existant, et enfin, urgence, au vu du maintien d'une unité menacée (recours à l'état d'urgence par une rhétorique de l'imminence d'une situation catastrophique).

Deux axes de recherche complémentaires sont mobilisés pour mettre en oeuvre ce questionnement. D'une part, il a été mené une enquête par questionnaire semi-directif auprès de populations marginalisées, en milieu péri-urbain et rural, dans onze pays de la région, matériau exploité au moyen d'une analyse lexicale et sémantique poussée des entretiens recueillis – ces analyses sont présentées soit par pays (Argentine, Brésil, Bolivie, Mexique, etc...), soit par thèmes transversaux (les « pandillas », le virage à gauche), et constituent la 3^e partie de l'ouvrage, la plus conséquente. D'autre part, des réflexions sur un certain nombre de créations culturelles, artistiques, politiques ou médiatiques sont développées pour montrent combien ces faits concrets témoignent, expriment et/ou produisent des effets de violence dans des contextes donnés (2^e, 4^e et 5^e parties).

La démarche a un avantage considérable à l'heure d'analyser la violence, celui de réfuter toute situation exceptionnelle. Car si l'on s'intéresse à la manière dont les individus comprennent et interprètent la violence, des terrains comme l'Argentine ou la Bolivie, des questions comme les discours présidentiels au Chili, le journal de bord d'un policier au Yucatan (Mexique), le traitement par un journal télévisé au Pérou d'une situation post-électorale ou des oeuvres de fiction littéraire sont tout aussi porteurs de cadres d'interprétations de la violence que le conflit armé en Colombie, ou sa mémoire au Guatemala, les maras en Amérique centrale ou encore la répression contre les mouvements sociaux au Mexique. Pour soutenir la remise en question du fait que la violence serait un phénomène spécifique, une ligne de lecture commune traverse toutefois l'ensemble des contributions, et il s'agit sans doute tout autant une prémisse initiale que d'une conclusion de recherche. Les sociétés latino-américaines vivent dans un niveau important de violence. Mais la violence telle qu'elle est ressentie au quotidien par la majorité de la population est celle qui résulte des difficultés socio-économiques, de l'absence de moyens de subsistance, d'un « état de contrainte », davantage que celle qui serait le fait

d'acteurs armés (légaux, contestataires ou criminels). Pour les auteurs, le lien entre pauvreté et violence provient du fait que pour les enquêtés leur situation de vie est reliée, d'une manière plus ou moins explicite, à l'existence de règles politiques et économiques qui ont pour but de maintenir le système tel qu'il existe, système dont il sont les victimes – il s'agirait bien en ce sens d'une violence conservatrice, exercée par les autorités publiques pour maintenir l'ordre, et dont l'effet, selon les pays, produirait des expressions d'insatisfaction, un « discours du malheur », de la fragilité du bonheur, ou encore des positions d'attente, voire de contournement.

Cette prémisse, partagée par l'ensemble des auteurs, contribue néanmoins à renforcer la solidité de la comparaison. Car appliquer un même questionnaire de type semi-directif, avec une grille semblable, et un nombre significatif d'items, dont une partie seulement porte spécifiquement sur des événements violents, n'est pas sans poser des problèmes : c'est le partage d'une même démarche et d'une même hypothèse qui permet de résoudre à la fois les questions de représentativité de l'échantillon choisi (le nombre d'entretiens réalisés est très important, mais celui des entretiens exploités, analysés in extenso et cités est plus réduit, pour des raisons évidentes de temps) et de comparabilité dans des contextes locaux et nationaux différents.

Toutefois, dans certains des cas nationaux analysés dans la 3^e partie, la restitution de l'enquête rend compte, autant, sinon plus, d'une expérience de vie dans un contexte de marginalité et de pauvreté que d'une expérience de la violence proprement dite. En réfutant avec raison l'idée que la violence serait une situation exceptionnelle à des pays, ou à des périodes données, certaines des contributions conduisent parfois à une déviation inverse, celle d'une forme de banalité de la violence, puisqu'on la retrouverait dans toute situation de pauvreté et de marginalité. En ce sens, on souhaiterait en savoir davantage dans ces contributions sur ce qui conduit les enquêtés à insérer leur propre expérience quotidienne dans une compréhension plus large, où leur situation de pauvreté est effectivement comprise comme le résultat d'un effet d'une violence conservatrice, pratiquée par le régime, et spécifiquement les forces de l'ordre, pour maintenir les institutions.

Dès lors, c'est dans les contributions dans lesquelles l'analyse du discours des enquêtes est articulé à un discours collectif de la violence, produit par des acteurs politiques nationaux, que se dévoile toute la richesse de la recherche menée (Pérou, Guatemala, Colombie). Ainsi dans le cas colombien, les auteurs montrent avec une grande finesse combien existe un décalage entre un discours sur les pratiques de la violence de la part des acteurs armés (légitimation de son recours pour les guérillas ou les paramilitaires, dénégaration par le Président) et les interprétations que les enquêtés en font : or cet écart ne conduit pas à une anomie, à une perte totale de repères, à une déstructuration, mais à une interprétation, confuse, variable, faite d'éléments contradictoires, mais porteuse toutefois d'une « forme concrète de remise en jeu et de recomposition du sens social » (p.219), c'est-à-dire bien d'une compréhension spécifique par des individus de la violence dans des rapports de force politiques, qui ne sont pas ceux qui sont mis en avant par les acteurs armés.

David Garibay
Université Lumière Lyon 2 – UMR Triangle